

OFFICE DE LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR

Étude des crédits 2018-2019

AVRIL 2018

Table des matières

FICHES G : QUESTIONS GÉNÉRALES À L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

G1.	Voyages hors-Québec	1
G2.	Voyages en avion.....	2
G3.	Publicité, articles promotionnels et commandites.....	3
G4.	Conférences de presse, événements	5
G5.	Formation de communication.....	6
G6.	Formation en communication – Personnel politique.....	7
G7.	Contrats.....	8
G8.	Autorisation Art.17, Loi sur les contrats	13
G9.	Appels d'offres publics	14
G10.	Contrats cabinet.....	15
G11.	Consultants externes	16
G12.	Développements informatiques	17
G13.	Dépenses diverses.....	18
G14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	19
G15.	a) Minorités visibles 35 ans et +.....	20
	b) Minorités visibles - de 35 ans	20
	c) Jours de maladie.....	21
	d) Réserve de maladie	21
	e) Heures supplémentaires.....	22
	f) Jours de vacances	22
	g) Réserve de jours de vacances	23
	h) Plaintes harcèlement psychologique	23
	i) Personnel double rémunération.....	24
	j) Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	24
	k) Effectifs complexité	26
	l) Effectifs traitement supérieur	26
	m) Postes par catégorie d'emploi.....	26
	n) Effectifs 5 prochains exercices	27
	o) Nombre employés permanents et temporaires	27
	p) Départs volontaires	27
	q) Postes abolis par ministère.....	28
	r) Effectif autorisé Loi 15	28
G16.	a) Départ à la retraite	29
	b) Remplacement selon PGRH.....	29
	c) Départs à la retraite prévus.....	29
	d) Retraités à contrat.....	29
G17.	Baux	30
G18.	Aménagement SCT, Cabinet	32
G19.	Membres du cabinet.....	33
G20.	Budget discrétionnaire	34
G21.	Personnel hors structure.....	35
G22.	Personnel en disponibilité	36
G23.	Occasionnels mis à pied	37
G24.	Postes abolis par catégorie – bureaux régionaux.....	38
G25.	Effectifs par catégorie d'emploi – bureaux régionaux.....	39
G26.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	40
G27.	Abonnements	41
G28.	Billets de saison, loges, club privé	42

Table des matières

G29.	Sites internet	43
G30.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	44
G31.	Visites ministérielles et sous ministérielles	45
G32.	Demandes d'accès à l'information	46
G33.	Adjointes parlementaires	47
G34.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	48
G35.	Ententes gouvernement fédéral et provinces	49
G36.	Crédits périmés et gel de crédits	50
G37.	Revenus autonomes et tarification.....	51
G38.	Plan de réduction	52
G39.	Transferts du gouvernement fédéral.....	53
G40.	Primes au rendement et bonis	54
G41.	Primes de départ, allocation de transition.....	55
G42.	Augmentations de salaire	56
G43.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée.....	57
G44.	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	58
G45.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO.....	59
G46.	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	62
G47.	Reconduction des programmes existants.....	63
G48.	Cran d'arrêt	64
G49.	Initiative ou majoration programmes existants	65
G50.	ETC Plan Nord	66
G51.	Budget Plan Nord.....	67
G52.	ETC Stratégie maritime.....	68
G53.	Budget Stratégie maritime	69
G54.	Programmes financés par le Fonds vert.....	70
G55.	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.....	71
G56.	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord.....	72
G57.	Contrats service juridique	73
G58.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation	74
G59.	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques.....	75
G60.	a) Masse salariale	76
	b) Indemnités de retraite	76
G61.	Taux d'absentéisme	77
G62.	Bilan des compressions budgétaires	78
G63.	Développement durable	79
G64.	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	80
G65.	Cotisation à des associations	81
G66.	Ressources affectées en évaluation des programmes.....	82
G67.	Rencontres diverses	83

Table des matières

FICHES P : QUESTIONS PARTICULIÈRES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Fiches particulières - PQ (OPC)

P142 – PQa Nombre total de demandes de renseignements et de plaintes acheminées à l'OPC.....	84
P143 – PQa Nombre et nature des plaintes ayant mené à des interventions juridiques	87
P144 – PQa Nombre et nature des plaintes menées par la Direction des affaires juridiques.....	88
P145 – PQa Nombre de médiations entreprises	89
P146 – PQa Ventilation de l'effectif de l'Office et de chacun des bureaux régionaux.....	90
P147 – PQa Total des employés affectés à différentes tâches	91
P148 – PQa Montant dépensé pour les activités de communication et d'éducation.....	92
P149 – PQa Revenus provenant des amendes	94
P150 – PQa Liste des études et des sondages commandés	95
P151 – PQa Nombre d'enquêtes réalisées	96
P152 – PQa État de situation de la mise en œuvre du projet de loi 134.....	97

Fiches particulières - PQ (MJQ – OPC)

P1 – PQb Somme dépensée pour l'informatique et les technologies de l'information	98
P2 – PQb Conseil d'administration	99
P5 – PQb Plan directeur informatique triennal	101
P7 – PQb Comités	102
P38 – PQb Mandats accordés à des avocats de la pratique privée.....	105

Fiches particulières - CAQ

P1 – CAQ Conseil d'administration.....	107
P2 – CAQ Formations, conférences, activités, etc.	108
P3 – CAQ Somme dépensée pour l'informatique et les technologies de l'information	112
P4 – CAQ Comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires	113
P5 – CAQ Pourcentage d'employés occasionnels et nombre devenus permanents	116
P6 – CAQ Optimisation des ressources et moyens de compression	117
P7 – CAQ Sondages effectués en 2017-2018.....	118
P8 – CAQ Avis, juridiques et autres.....	119
P9 – CAQ Frais de traduction	120
P10 – CAQ Mandats donnés à la SIQ	121
P11 – CAQ Concours et tirages.....	122
P12 – CAQ Campagnes de publicité et sensibilisation.....	123
P13 – CAQ Liste des programmes de financement/subventions	124
P14 – CAQ Affaires publiques	126
P15 – CAQ Nombre d'ETC et coûts reliés à l'étude des crédits	127
P16 – CAQ Créances/Amendes à recouvrer	128
P23 – CAQ Plan directeur informatique triennal.....	129
P25 – CAQ Nombre d'accommodements.....	130
P71 – CAQ Mandats accordés à des avocats et notaires de la pratique privée	131
P72 – CAQ Mandats accordés à des juristes de la pratique privée : avis, consultation, rédaction....	133
P73 – CAQ Mandats accordés à des juristes de la pratique privée ayant été à l'emploi du MJQ	134



Renseignements généraux

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - a. LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - b. LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.

DATE	ENDROIT	INTERVENANTS	PERSONNES RENCONTRÉES	OBJECTIFS	COÛT TOTAL DU VOYAGE
2017-07-05 au 2017-07-06	Toronto, Canada	Gary Frost, Direction des services aux consommateurs et de la surveillance administrative Marc Migneault, avocat, services juridiques	Membres du conseil d'administration du PAVAC	Fournir des précisions concernant la Loi sur la protection du consommateur. (Programme d'arbitrage pour véhicules automobiles du Canada)	164,98 \$ ¹
2017-09-19	Ottawa, Canada	Stéphanie Poulin, avocate, services juridiques	Représentants du monde de la consommation et du gouvernement fédéral canadien	Participer au Colloque du Centre pour la défense de l'intérêt public (CDIP) sur des enjeux touchant les consommateurs canadiens dont les mesures de protection destinées aux passagers aériens	405,75 \$
2017-09-27 au 2017-09-29	Vancouver, Canada	Yves Pagé, directeur du service des enquêtes Francis Rémillard, directeur de la direction territoriale secteur ouest du Québec	Représentants des autres autorités provinciales canadiennes au sujet des mandats de surveillance et d'information dans ce secteur	Participation à la conférence bisannuelle des régulateurs canadiens du commerce de véhicules routiers	2 367,31 \$
2017-11-14 au 2017-11-15	Toronto, Canada	Gary Frost, Direction des services aux consommateurs et de la surveillance administrative	Membres du conseil d'administration du PAVAC	Réunion du conseil d'administration du Programme d'arbitrage des véhicules automobiles du Canada. (Programme d'arbitrage pour véhicules automobiles du Canada)	0,00 \$ ²

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

1 : Le coût du déplacement par avion a été payé en totalité par le PAVAC (Programme d'arbitrage pour véhicules automobiles du Canada)

2 : Le coût du déplacement a été payé en totalité par le PAVAC (Programme d'arbitrage pour véhicules automobiles du Canada)

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)*.

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire-dun-emploi-superieur/deplacement/>

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2017-2018 :

- A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - B. LES COÛTS VENTILÉS;
 - C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
 - D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.
-

Aucun voyage au Québec n'a été effectué en avion ou en hélicoptère par la présidente de l'Office de la protection du consommateur.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 17**).

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire-dun-emploi-superieur/deplacement/>

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2017-2018, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	COÛT
Publicité	Éditions <i>Protégez-Vous</i>	Gré à gré	Diffusion de contenu	4 000,00 \$
Publicité	Facebook	Gré à gré	Publication commanditée pour mettre en garde les consommateurs avant de faire affaire avec un vendeur itinérant	500,00 \$
Publicité	Facebook	Gré à gré	Publication commanditée pour faire connaître aux consommateurs leurs droits et recours lors d'un déménagement	500,00 \$
Publicité	Facebook	Gré à gré	Publication commanditée pour sensibiliser les jeunes aux différentes précautions à prendre lors de l'achat d'un cellulaire	300,00 \$
Articles promotionnels –Feuillet Encadrement des commerçants et des recycleurs de véhicules routiers (2 000)	Numériqca	Appel d'offres sur invitation	Informers les détenteurs de permis sur leurs obligations dans les envois postaux	221,10 \$
Articles promotionnels –Affiche sur les 3 types de garanties (500)	Imprimerie sociale	Appel d'offres sur invitation	Faire connaître les 3 types de garanties	629,00 \$
Articles promotionnels – Feuillet sur la Zone enseignants du site Web de l'Office (750)	Compo Orléans	Gré à gré	Faire connaître la Zone aux enseignants	322,50 \$

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
Articles promotionnels – Feuillet sur le paiement en ligne (6 000)	Copies de la capitale	Gré à gré	Faire la promotion du paiement en ligne auprès de certains détenteurs de permis de l'Office	263,06 \$
Articles promotionnels – Feuillet PARLe (1 600)	Copies de la capitale	Gré à gré	Promouvoir l'outil de médiation en ligne PARLe au salon e-commerce	381,61 \$
Communiqués de presse	CNW Telbec	Appel d'offres public fait pour l'ensemble des M/O par le CSPQ	Émission de communiqués de presse	3 203,30 \$
Commandite	Fondation Claude-Masse	Gré à gré	Entente de visibilité et participation au colloque « Les voies de justice du consommateur »	4 950,00 \$
Commandite	Option consommateurs	Gré à gré	Participation à l'événement-bénéfice d'Option consommateurs	1 000,00 \$
Commandite	Éducaloi	Gré à gré	Participation à l'événement-bénéfice d'Éducaloi	1 300,00 \$
Commandite	Conseil québécois du commerce de détail	Gré à gré	Promouvoir l'outil de médiation en ligne PARLe au salon e-commerce	4 999,00 \$
Commandite	Université du Québec à Montréal (UQAM)	Gré à gré	Entente de visibilité et soutien à l'organisation de l'École d'été en droit de la consommation	4 900,00 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 24**).

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/publicite/>

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	COÛT
<p>Événement médiatique : Prix et Mention de l'Office de la protection du consommateur, édition 2017</p> <p>But visé des dépenses : Souligner l'engagement et l'apport d'une personne ou d'une organisation en matière de protection des consommateurs, en plus de mettre en valeur le travail d'un journaliste qui aide ses lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs à devenir des consommateurs plus avertis.</p> <p>Fournisseurs : L'Encadreure des Artistes (encadrement des certificats des lauréats), divers fournisseurs pour le déplacement des lauréats et l'organisation de l'événement, Assemblée nationale, Photographe Clément Allard, Compo-Orléans</p> <p>Mode d'octroi des contrats : Tous les contrats ont été conclus de gré à gré.</p>	<p>7 286 \$</p>

TOTAL DES DÉPENSES ENGAGÉES AU 28 FÉVRIER 2018.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

Organisée par le ministère ou l'organisme

L'Office de la protection du consommateur n'a organisé aucune formation en communication en 2017-2018.

Organisée par une firme externe

	Sommes dépensées	Firme de publicité	Mode d'octroi de contrat	Fournisseur	But visé
Relations avec les médias	850,00 \$	N/A	De gré à gré	Richard Thibault Communications inc.	Développer des habiletés dans les relations avec les médias

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 22 et 23**).

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/personnel-office/>

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
 - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - C. LA NATURE DE LA FORMATION;
 - D. LES PERSONNES CONCERNÉES.
-

En 2017-2018, l'Office de la protection du consommateur n'a organisé aucune formation en communication à l'intention du personnel politique, des membres du Conseil exécutif ou pour des députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 22 et 23**).

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/personnel-office/#formation>

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2017-2018, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2017-2018, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT DÉPENSÉ
Afi Expertise	Service à la clientèle – formation octroyée aux agents du centre d'appel	Gré à gré	5 500,00 \$
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Réaliser divers travaux en infrastructure technologique, principalement par l'assistance technique concernant les produits McAfee serveur et poste de travail	Gré à gré	2 560,00 \$
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Publier les coordonnées des bureaux dans les pages bleues	Gré à gré	3 876,10 \$
Bouchard, Michel	Analyse & optimisation des dossiers pénaux	Gré à gré	19 300,00 \$
Caza, Marco-Pierre	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	1 640,00 \$
Centre de médiation St-Hubert inc.	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	2 705,00 \$
Chabot, prévention et résolution de conflits	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	1 100,00 \$
Charbonneau, Daniel	Offrir des séances de médiation pour prévenir & résoudre des conflits interpersonnels au travail	Gré à gré	6 446,35 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT DÉPENSÉ
Cible recherche	Réaliser l'évaluation du projet PARLe	Gré à gré	0,00 \$
Climatisation RHB inc.	Fournir des services d'entretien de la climatisation de la salle des serveurs à Québec	Gré à gré	2 814,00 \$
CNW Telbec	Diffuser des communiqués de presse	Commande de biens/demande d'exécution	3 203,30 \$
Communication DEMO	Service de veille des médias électroniques	Commande de biens/demande d'exécution	8 628,53 \$
Copicom solution inc.	Location imprimante multifonction, QC	Commande de biens/demande d'exécution	1 225,01 \$
Copies de la Capitale inc., Les	Effectuer l'impression de divers documents de l'Office	Gré à gré	644,67 \$
Côté, Paul Raymond	Effectuer des travaux de traduction	Gré à gré	2 282,15 \$
CPU Design	Location imprimante multifonction QC	Commande de biens/demande d'exécution	519,90 \$
CPU Service	Location imprimante MTL	Commande de biens/demande d'exécution	24 869,80 \$
De Cardillac, Françoise (médiateur)	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	4 515,00 \$
Deschamps impression inc.	Fournir des services d'impression	Gré à gré	2 147,00 \$
Desrosiers Automotive consultants inc.	Recherche liée au dossier du PAVAC	Gré à gré	10 800,00 \$
Dunton Rainville S.E.N.C.R.L	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à Gré	530,00 \$
Édifice les Façades inc.	Effectuer de menus travaux de déménagement et d'entretien au bureau de Québec	Gré à gré	6 883,01 \$
Éditions le téléphone rouge inc.	Effectuer des travaux d'impression	Gré à gré	1 119,60 \$
Éditions Protégez-vous	Production d'un cahier spécial pour l'auto	Gré à gré	0,00 \$
Éditions Protégez-vous	Publication de contenu site web	Gré à gré	4 000,00 \$
EPM Mecanic	Fournir des services d'entretien de la climatisation du bureau de Montréal	Gré à gré	437,63 \$
Gagnon, Marie, médiateur	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 065,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT DÉPENSÉ
Galindo da Fonseca, Patricia	Produire l'inventaire et un état des lieux des législations existantes sur le phénomène de la taxe rose	Gré à gré	12 100,00 \$
Gilbert, Christian	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 210,00 \$
Groupe Audaz inc.	Effectuer des travaux d'impression	Gré à gré	1 935,00 \$
Groupe ETR	Réaliser divers travaux d'impression	Gré à gré	1 433,55 \$
Hallé, Annie, avocate	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	4 225,00 \$
I.C.I Influence communication	Diffuser des communiqués de presse	Commande de biens/demande d'exécution	10 873,41 \$
Imbeault, Nathalie	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	145,00 \$
Impressions Stampa inc., Les	Réaliser des travaux d'impression de différents documents, formulaires et permis	Gré à gré	3 280,00 \$
Imprimerie sociale (1994) inc	Réaliser des travaux d'impression	Gré à gré	629,00 \$
Konica Minolta	Location imprimante MTL	Commande de biens/demande d'exécution	7 361,00 \$
Laneville, Yves, médiateur	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 475,00 \$
Leclerc, Denis	Assister les services administratifs, selon la Méthode Hay en vigueur	Gré à gré	1 440,00 \$
Lemieux, Jacqueline	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à Gré	1 785,00 \$
Lizotte Medi experts	Expertise médicale	Gré à gré	1 750,00 \$
Martin, Suzanne, médiatrice familiale	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 105,00 \$
Messier, Maryse	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	1 905,00 \$
Michaud, Réjean	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	2 000,00 \$
Morin, Yannick	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 515,00 \$
Morneau Shepell Ltd	Programme d'aide aux employés	Gré à gré	3 960,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT DÉPENSÉ
Multi boulot	Aménagements du bureau de Trois-Rivières	Gré à gré	204,85 \$
N'Kaa Bibi Batera, Clarisse	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 140,00 \$
Numériqca inc.	Fournir des services d'impression	Gré à gré	221,00 \$
Ose design inc.	Graphisme pour bannière verticale autoportante ParaClip et signet	Gré à gré	1 570,00 \$
Paquette & associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	Fournir des services d'huissiers	Gré à gré	8 310,40 \$
PBTI inc.	Fournir des services informatiques	Gré à gré	892,50 \$
Physio Extra	Ergonomie	Gré à gré	505,88 \$
Pige Communication inc.	Effectuer des travaux d'édition	Appel d'offres sur invitation	2 635,00 \$
Pinard, Brigitte	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	2 340,00 \$
Poitras, Richard (Me Richard Poitras avocat)	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	4 100,00 \$
Purolator inc.	Fournir des services de messagerie	Commande de biens/demande d'exécution	20 414,22 \$
Relocalisation Quali-T-Plus	Réaménagement bureau Montréal	Gré à gré	400,00 \$
Ricoh Canada	Conseiller et assister dans la configuration, l'architecture, l'entretien et le développement du produit Laserfiche	Gré à gré	3 125,00 \$
Ricoh Canada inc.	Services support RIO LSAP Laserfiche	Gré à gré	21 567,00 \$
Roberge, Jean-François	Contribuer à l'évaluation du projet PARLe	Gré à gré	0,00 \$
Ross & Sheehan	Effectuer des travaux de traduction	Gré à gré	1 982,00 \$
Rothe, Suzanne	Effectuer des travaux de traduction du site Web de l'Office	Gré à gré	8 512,98 \$
Sauvé, Alain (médiateur)	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	2 870,00 \$
Science DBA inc.	Faire l'analyse lorsque l'Office doit procéder à des modifications sur le serveur de bases de données et proposer des solutions.	Gré à gré	1 105,00 \$
Services conseils RDI	Conseiller et assister l'Office dans l'élaboration d'un plan d'action et sa réalisation en matière de sécurité informatique	Gré à gré	1 350,50 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT DÉPENSÉ
Société québécoise d'information juridique	Résumés de jugements sur les garanties légales	Gré à gré	11 069,75 \$
Société québécoise d'information juridique	Jurisprudence	Gré à gré	2 548,00 \$
Société Telus Communications	Fournir des services professionnels en téléphonie	Gré à gré	209,00 \$
Softchoice LP	Droit d'utilisation de service logiciel (Adobe VIP)	Commande de biens/demande d'exécution	3 313,50 \$
Sonnenschein, Solomon (médiateur)	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 065,00 \$
Studio Alphatek inc.	Faire l'édition de modèle Word accessible et autres travaux	Gré à gré	2 074,20 \$
Synovatec	Agir à titre de conseiller technologique dans les domaines de la sécurité de l'information	Gré à gré	2 075,00 \$
Syti inc.	Assister dans la réalisation de travaux de virtualisation de serveur, d'installation et de déploiement	Gré à gré	600,00 \$
Teknov inc.	Conseiller et assister avec le produit SharePoint	Gré à gré	1 115,00 \$
Tremblay, Josée	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	3 355,00\$
Turgeon, Alain	Fournir des services de médiation en ligne	Gré à gré	1 470,00 \$
Web Lounge senc.	Réaliser des travaux de développement et d'entretien du site Web et sa version mobile	Gré à gré	3 493,75 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
 - B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
 - C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
 - D. LE MONTANT ACCORDÉ;
 - E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
 - F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.
-

Aucun contrat octroyé par l'Office de la protection du consommateur en 2017-2018 n'a fait l'objet d'une autorisation par le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
 - B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
 - C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
 - D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
 - E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.
-

Il n'y a pas eu d'appel d'offres public à l'Office de protection du consommateur au cours de l'année 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

G.10 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - C. LE COÛT;
 - D. L'ÉCHÉANCIER;
 - E. DANS LE CAS DE L'OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

Voir réponse à la question 7 des renseignements généraux.

G.11 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2017-2018 :

- A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
 - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
 - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
 - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
 - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
 - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
 - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
 - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
 - B. LA NATURE DU PROJET;
 - C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
 - D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
 - E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
 - F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
 - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
 - H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
 - I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
 - J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
 - K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - a. LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
 - L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
 - M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.
-

Au 28 février 2018, l'Office n'avait pas de projet informatique évalué à plus de 100 000 \$ pour l'année financière 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - I. A. AU QUÉBEC
 - II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

	COÛT
Photocopie	0,00 \$
Mobilier de bureau et ameublement	124,70 \$
Décoration et embellissement	0,00 \$
Distributeurs d'eau de source	0,00 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	22 013,97 \$
Frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	757,56 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0,00 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);
- C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- I. LES ORDINATEURS PORTABLES;
- J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;
- K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;
- L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.

	COÛT
le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autre type de téléphones intelligents	3
le nombre d'ordinateurs portables, d'iPad et ou d'autre type de tablette électronique	3
le nombre de téléavertisseurs utilisés	0
les coûts d'acquisition des appareils	0,00 \$
le coût d'utilisation des appareils	0,00 \$
le coût des contrats téléphoniques	1 118,70 \$
le nom des fournisseurs	Rogers
Le coût des frais d'itinérance	18,14 \$
les coûts de résiliation	0,00 \$

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusioninformation/depenses/telecommunication1718/>

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

A) CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) : LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS.

B) CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) : LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS.

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Régulier	Occ.	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans			0	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
De 35 et plus	11		11	100,0%	4	36,4%	7	63,6%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
Total	11	0	11	100,0%	4	36,4%	7	63,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	7	3	10	25,0%	5	12,5%	5	12,5%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
De 35 et plus	30		30	75,0%	20	50,0%	10	25,0%	1	2,5%		0,0%		0,0%		0,0%
Total	37	3	40	100,0%	25	62,5%	15	37,5%	1	2,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	14	7	21	26,9%	15	19,2%	6	7,7%		0,0%		0,0%		0,0%	3	3,8%
De 35 et plus	48	9	57	73,1%	45	57,7%	12	15,4%	2	2,6%		0,0%	1	1,3%	8	10,3%
Total	62	16	78	100,0%	60	76,9%	18	23,1%	2	2,6%	0	0,0%	1	1,3%	11	14,1%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans			0	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
De 35 et plus			0	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
Total	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :																
Moins de 35 ans	21	10	31	24,0%	20	22,5%	11	27,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	27,3%
De 35 et plus	89	9	98	76,0%	69	77,5%	29	72,5%	3	100,0%	0	0,0%	1	100,0%	8	72,7%
Total	110	19	129	100,0%	89	100,0%	40	100,0%	3	100,0%	0	0,0%	1	100,0%	11	100,0%

Les étudiants et stagiaires en place ne sont pas comptabilisés dans le présent décompte.

Données au 28 février 2018

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL :

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
Encadrement supérieur et juridique	17.11
Personnel professionnel	235.52
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	482.05
Personnel ouvrier	S/O

DONNÉES AU 9 MARS 2018

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI :

CATÉGORIE D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	PLUS DE 100 JOURS	VALEUR ESTIMÉE
Encadrement supérieur et juridique	0	2	5	2	323 278,13 \$
Professionnels	8	17	6	5	524 467,48 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	40	31	0	0	134 308,45 \$
Personnel ouvrier	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

DONNÉES AU 7 MARS 2018

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :

- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL :

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
Encadrement supérieur et juridique	X	X	X
Personnel professionnel	58.17	206.45	264.62
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	758.43	529.46	1 287.89
Personnel ouvrier	S/O	S/O	S/O

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL :

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Encadrement supérieur et juridique	3.0	21.0	20.0	65.0	101.0	31.0	0.5	2.0	11.0	24.5	2.0	5.0	286.0
Personnel professionnel	10.0	7.24	46.5	95.92	202.79	35.14	18.5	23.5	32.98	29.4	15.14	4.14	521.25
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	45.96	65.7	73.29	176.36	315.74	90.0	69.2	26.96	95.94	118.41	23.41	15.41	1 116.38
Personnel ouvrier	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
TOTAL	58.96	93.94	139.79	337.28	619.53	156.14	88.2	52.46	139.92	172.31	40.55	24.55	1 923.63

DONNÉES AU 5 MARS 2018

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI :

CATÉGORIE D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	PLUS DE 100 JOURS	VALEUR ESTIMÉE
Encadrement supérieur et juridique	3	3	3	0	167 507,24 \$
Professionnels	19	13	1	0	122 466,57 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	29	26	0	0	112 243,73 \$
Personnel ouvrier	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

DONNÉES AU 7 MARS 2018

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) :

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 28 FÉVRIER 2018						
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI					
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU
BUREAUX CENTRAUX						
Québec	2		3	20	16	1
Montréal	1	1	1	13	10	
Trois-Rivières			1	1	2	1
BUREAUX REGIONAUX						
Québec			1		5	
Montréal			1		11	
Gaspé					1	
Gatineau					2	
Rimouski					1	
Rouyn-Noranda					1	
Saguenay					2	
Sept-Îles					1	
Sherbrooke				1	2	
Saint-Jérôme					3	
Trois-Rivières				2	3	

¹ Inclut les juristes

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR :

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
EXPERT	5	4	5
ÉMÉRITE	-	-	-

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE :

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	8	7	7

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) :

EFFECTIF TOTAL EN PLACE (RÉGULIERS ET OCCASIONNELS) - VENTILATION AU 28 FÉVRIER 2018						
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI					
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU
BUREAUX CENTRAUX						
Québec	2		3	22	18	4
Montréal	1	1	1	14	10	
Trois-Rivières			1	1	2	1
BUREAUX REGIONAUX						
Québec			1		6	
Montréal			1		18	
Gaspé					1	
Gatineau					2	
Rimouski					1	
Rouyn-Noranda					1	
Saguenay					3	
Sept-Îles					1	
Sherbrooke				1	2	
Saint-Jérôme					4	
Trois-Rivières				2	4	

¹ Inclut les juristes

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

Q. POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET DIRECTION D'ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES :

Aucun poste n'a été aboli au net en 2017-2018.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, ET CE, PAR DIRECTION :

- A. **NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES;**
 - B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
 - C. **NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2018-2019 ET 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;**
 - D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**
-

A. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES :

Des deux (2) départs à la retraite de l'exercice financier 2017-2018, deux (2) ont été remplacés.

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2018-2019 ET 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES :

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

Cinq (5) retraités de la Fonction publique ont été engagés pour un contrat en 2017-2018.

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
100, rue Laviolette, RC 11, Trois-Rivières	37 375,32 \$	255.04 m ²	17 472,67 \$	-	Société québécoise des infrastructures
337, rue Moreault, Rimouski	7 074,12 \$	43.96 m ²		-	Société québécoise des infrastructures
5199, rue Sherbrooke Est, Aile A, bureau 3671, Montréal	303 594,36 \$	1 318.09 m ²	8 568,78 \$	2017-07-01 AU 2027-06-30	Capreit 2 limited partnership
456, avenue Arnaud, bureau 1.05, Sept-Îles	8 833,44 \$	46.85 m ²		1992-02-01 AU 2017-12-31	Gestion immobilière de la Rive
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 8.300, Gatineau	32 581,44 \$	144.45 m ²		-	Société québécoise des infrastructures
400, boul. Jean-Lesage, bureau 450, Québec	291 994,08 \$	1 448.12 m ²	25 496,13 \$	2007-02-01 AU 2022-01-31	Édifice Les Façades inc.
200, rue Belvédère Nord, bureau 3.02, Sherbrooke	31 450,92 \$	134.17 m ²		1989-07-15 AU 2019-07-14	2423-5632 Québec inc.
3950, boul. Harvey, bureau 2.12, Jonquière	27 656,64 \$	189.8 m ²		-	Société québécoise des infrastructures

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé	13 964,76 \$	56.56 m ²		-	Société québécoise des infrastructures
255, rue Principale, RC 03, Rouyn-Noranda	9 701,64 \$	51.61 m ²		1998-11-01 AU 2014-10-31	Développement Tetra inc.
500, boul. des Laurentides, bureau 1648 A, Saint-Jérôme	19 822,80 \$	99.70 m ²		1999-03-26 AU 2016-12-15	Riocan Holdings (Québec) inc.

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**).

<https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/bail/>

G.18 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2017-2018, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
 - B. LES COÛTS;
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.
-

Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autres travaux n'ont été effectués dans les espaces occupés par la haute direction de l'Office de la protection du consommateur en 2017-2018.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

G.19 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
 - B. LE TITRE DE LA FONCTION;
 - C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
 - D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
 - E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
 - F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
 - G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
 - H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
 - I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2017-2018;
 - J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
 - K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018;
 - L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
 - M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : *DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.*
-

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à l'Office de la protection du consommateur.

G.20 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2017-2018 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
Union des consommateurs	1 000,00 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

G.21 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
-
-

Aucun personnel hors structure à l'Office de la protection du consommateur.

G.22 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A. LE POSTE INITIAL;
 - B. LE SALAIRE;
 - C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - E. LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G.23** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR, POUR 2017-2018, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :
- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
 - B. PRÉVISIONS 2018-2019;
 - C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.24 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

Aucun poste n'a été aboli dans les bureaux régionaux de l'Office de la protection du consommateur en 2017-2018.

G.25 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'FFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, PAR MISSION :

Voir réponse à la question 15j des renseignements généraux.

- G.26 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDICANT :
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).
-

Aucun personnel n'est rémunéré par l'Office de la protection du consommateur et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux ou autres.

G.27 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2017-2018, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Fournisseur	Coût (\$)	DESCRIPTION
Communication DEMO	8 628,53 \$	Médias électroniques
I.C.I Influence communication	10 873,41 \$	Médias électroniques
Devoir, Le	493,93 \$	Publication périodique
Éditions juridiques FD inc., Les	375,00 \$	Publication périodique
Éditions Wilson & Lafleur, Les	1 600,00 \$	Mise à jour (Code civil du Québec, C. proc. civile, Code criminel)
Éditions Yvon Blais, Les	435,15 \$	Mise à jour (Manuel de preuve pénale)
	731,40 \$	Mise à jour (Accès à l'information : Loi annotée)
	270,00 \$	Mise à jour (Répertoire jurisprudence pénale)
Journal de Montréal, Le	39,99 \$	Publication périodique en version électronique
Journal de Québec, Le	255,29 \$	Publication périodique
	39,99 \$	Électronique
Soleil, Le	311,59 \$	Publication périodique
Publications du Québec, Les	240,00 \$	Mise à jour (Projets de loi publics)
Publications Mass-Media inc.	1 950,00 \$	Publication périodique (Courrier parlementaire)
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	2 666,00 \$	Internet (Juris.doc, Exp élect civil & Exp civil palier)
	450,00 \$	Internet (Guide pratique API, 4 accès)
Tribune, La	222,04 \$	Publication périodique
Wolters Kluwer	744,00 \$	Mise à jour (Accès à l'information et protection des renseignements personnels)

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

G.28 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Aucune somme n'a été déboursée par l'Office de la protection du consommateur pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

G.29 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.opc.gouv.qc.ca - ADRESSE DE LA VERSION MOBILE : m.opc.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Aucune conception de site Web ou de site mobile n'a eu lieu à l'Office en 2017-2018. Le plus récent site Web a été mis en ligne le 5 mars 2013, tandis que sa version mobile a été mise en ligne le 10 octobre 2013.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Aucun coût n'est associé à la construction du site Web en 2017-2018.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Hébergement du site par le CSPO : 3 000 \$ Hébergement des prestations électroniques de services sécurisées : 17 600 \$ Entretien et mise à jour du site Web, par les entreprises WebLounge S.E.N.C. et Toumoro : 30 463,75 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	Aucune modernisation ou refonte n'a eu lieu en 2017-2018. Le site a été refondu quatre fois (en 2000, en 2003, en 2008 et en 2013). Objectifs des trois premières refontes : <ul style="list-style-type: none"> • se conformer aux standards proposés par le World Wide Web Consortium (W3C), organisme international à but non lucratif dont l'objectif est de normaliser la façon de naviguer sur le Web; • se conformer aux Standards sur l'accessibilité du Web aux personnes handicapées du gouvernement du Québec; • améliorer la navigation dans le site. Objectifs de la dernière refonte (2013) : <ul style="list-style-type: none"> • simplifier la structure du site et vulgariser les textes; • fournir des outils aux consommateurs pour faire valoir leurs droits; • bonifier les contenus destinés aux commerçants pour leur permettre d'adopter de bonnes pratiques commerciales; • permettre l'accès sur d'autres plateformes (tablette, mobile).
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Hebdomadaire
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Service des communications et de l'éducation

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

G.30 NOMINATIONS, POUR 2017-2018, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A. LA LISTE;
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

Voir réponse à la question 7 des renseignements généraux.

G.31 POUR 2017-2018, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS

Aucune dépense effectuée par l'Office pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles en 2017-2018.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2016-2017 ET 2017-2018 :

- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

G.33 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2017-2018 :

- A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - C. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - D. LE NOMBRE D'ÉTC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - E. L'OBJET;
 - F. LES DATES.
-

Voir réponse aux questions 1 et 2 des renseignements généraux.

G.34 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.35 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2017-2018 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.36 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.37 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2017-2018, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 ET 2019-2020, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'Office de la protection du consommateur n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2017-2018.

G.40 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

MONTANT GLOBAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS : 43 940,83 \$

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

MONTANT GLOBAL DES PRIMES DE DÉPART POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 :

Aucune prime de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat, n'a été versée par l'Office de la protection du consommateur en 2017-2018.

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.43 POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

G.44 POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

G.45 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
<p>COMITÉ CONSULTATIF DES AGENTS DE VOYAGES</p>	<p>Conseiller la ministre responsable de l'application de la Loi sur les agents de voyages sur toute matière relative aux activités des agents de voyages et lui donner son avis sur toute question que la ministre lui soumet relativement aux activités des agents de voyages.</p>	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur Madame Sylvie De Bellefeuille, Option consommateurs Monsieur Bernard Bussières, Association des tours opérateurs du Québec Monsieur Jean Collette, Association des agents de voyages du Québec Monsieur Marc Croteau, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire Madame Ginette Galarnau, Office de la protection du consommateur Madame Laurence Marget, Groupe de recherche en animation et planification économique de Québec (GRAPE) Madame Manon Martel, Association canadienne des agences de voyages (ACTA Québec) Monsieur Claude St-Pierre, Association des tours opérateurs du Québec</p>	<p>Il n'y a pas d'allocation forfaitaire versée aux membres de ce comité. Seuls les frais de déplacement peuvent être remboursés sur présentation des pièces justificatives et selon les normes en vigueur.</p>

G.45 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
<p>CONSEIL CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS</p>	<p>Permettre à l'Office de consulter ses partenaires sur des questions liées à l'exercice des mandats de l'Office et favoriser l'échange et la discussion sur des sujets liés à la protection des consommateurs.</p>	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur Madame Nathalie Champagne, Centre d'intervention budgétaire et sociale (CIBES) de la Mauricie Monsieur Denis Falardeau, ACEF de Québec Monsieur Gary Frost, Office de la protection du consommateur Madame Ginette Galarnau, Office de la protection du consommateur Madame Yannick Labelle, Union des consommateurs Monsieur Pierre-Claude Lafond, Université de Montréal (expert en droit de la consommation) Madame Karine Robillard, Option consommateurs Madame Sonia St-Pierre, ACEF du Grand-Portage Madame Marjorie Théberge, Office de la protection du consommateur Madame Marie-Édith Trudel, ACEF Rive-Sud de Montréal Monsieur Said Zouiten, Université du Québec à Trois-Rivières</p>	<p>Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation forfaitaire de 250 \$ est versée, pour la préparation et la participation à la réunion, ainsi que pour les frais de déplacement encourus.</p>

G.45 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
<p>COMITÉ CONSULTATIF SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL</p>	<p>Permettre à l'Office de mieux connaître les préoccupations et les positions des commerçants sur les sujets liés à la protection des consommateurs</p> <p>Favoriser l'échange et la discussion entre l'Office, les associations de consommateurs et les associations de commerçants</p> <p>Favoriser la collaboration et la recherche de solutions aux problématiques de consommation et d'application des lois sur la protection du consommateur.</p>	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Monsieur Jean-Luc Benoît, Conseil canadien du commerce de détail</p> <p>Monsieur Gary Frost, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Ginette Galarnau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Yannick Labelle, Union des consommateurs</p> <p>Monsieur Bruno Leblanc, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</p> <p>Madame Françoise Pâquet, Conseil québécois du commerce de détail</p> <p>Madame Caroline Soulard, Coalition des associations de consommateurs du Québec</p> <p>Madame Marjorie Théberge, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Élise Thériault, Option consommateurs</p>	<p>Aucune allocation forfaitaire n'a été versée aux membres de ce comité.</p>

DONNÉES AU 14 MARS 2018

G.46 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.47 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2018-2019. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2017-2018, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2018-2019, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.48 LISTE DES SITUATIONS EN 2017-2018 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.49 INDICER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

G.58 PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LES BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

G.59 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) :

La dépense totale en informatique pour 2017-2018 prévue au Plan annuel en ressources informationnelles (PARI) 2017-2018 est de 1 239 600 \$.

B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :

Les informations sont disponibles au tableau de bord.
(Site internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

- A. LA MASSE SALARIALE;
 - B. LES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.
-

- A. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- B. Il n'y a pas eu d'indemnité de retraite en 2017-2018.

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G.62** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :
- A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;
 - B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;
 - C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;
 - D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.63 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2017-2018 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

G.64 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2016-2017 ET 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE SUJET;
- B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
- C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
- D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- G.65** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :
- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
 - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
 - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
Barreau du Québec	15	Lettre du SCT au Président de l'association des juristes de l'État	27 945,26 \$
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	1	Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor	559,63 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I.]	1	Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor	252,94 \$
Consumers International	1	Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor	3 851,43 \$
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programmes	1	Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor	200,00 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

G.66 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LES RESSOURCES AFFECTÉES EN ÉVALUATION DES PROGRAMMES EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LES EFFECTIFS (EN ETC), VENTILÉS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - B. LE BUDGET TOTAL AFFECTÉ AU DÉPARTEMENT OU À LA DIRECTION RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES, AINSI QUE LE DÉTAIL DE SON MANDAT;
 - C. LE NOMBRE ET LA LISTE DES PROGRAMMES FAISANT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION;
 - D. LE NOMBRE ET LA LISTE DES ÉVALUATIONS TRANSMISES AU SecrÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.67 POUR 2017-2018, LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.



Réponses aux
Questions
particulières de
l'opposition officielle

P.142 NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OPC AINSI QU'À CHAQUE BUREAU RÉGIONAL EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, PAR CATÉGORIE, EN DISTINGUANT LES PLAINTES, LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉES À L'OPC ET LES DEMANDES ADRESSÉES À D'AUTRES MINISTÈRES OU ORGANISMES. NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES, REJETÉES ET TRANSFÉRÉES, INCLUANT LES MOTIFS ÉVOQUÉS POUR CONCLURE AU REJET OU AU TRANSFERT. DE FAÇON PARTICULIÈRE :

- A. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIERS EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- B. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGE »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- C. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE DE L'AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, PAR SECTEUR, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- D. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- E. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET GROSSISTES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- F. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- G. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE DE CARTES PRÉPAYÉES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- H. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- I. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU « TIME-SHARING »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- J. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE L'INSPECTION EN BÂTIMENT; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- K. NOMBRE DE PLAINTES CONCERNANT HYDRO-QUÉBEC; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- L. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- M. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'ESSENCE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- N. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX SERVICES DE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- O. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;
- P. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION, EN DÉCEMBRE 2009, DU PROJET DE LOI 60.

1) NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES PAR BUREAU RÉGIONAL DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

Un système centralisé de réception et de traitement des appels téléphoniques permet aux agents des 11 bureaux régionaux de l'Office de répondre aux appels dans l'ordre de leur réception, peu importe leur origine géographique.

L'Office ne peut donc fournir de données régionalisées sur le nombre de demandes de renseignements et de plaintes logées dans ses bureaux régionaux. Par contre, il est en mesure d'indiquer combien chaque bureau régional a reçu de demandes de renseignements et de plaintes, ces cas pouvant provenir de toutes les régions du Québec.

RÉPARTITION PAR BUREAU RÉGIONAL DU NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES REÇUES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018

BUREAU RÉGIONAL	NB DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	NB DE PLAINTES
Gaspé	3 057	307
Gatineau	12 271	2 067
Jonquière	6 984	1 884
Montréal	29 612	7 171
Québec	13 917	5 893
Rimouski	2 293	827
Rouyn-Noranda	2 717	647
Saint-Jérôme	9 813	2 225
Sept-Îles	2 666	1 173
Sherbrooke	4 433	599
Trois-Rivières	5 061	979

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

Entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018, l'Office a traité un total de 117 525 cas de consommation :

- 92 824 étaient des demandes de renseignements qui, après analyse, ne présentaient pas de manquements ou d'infractions aux lois;
- 23 772 étaient des plaintes, dont 11 437 avaient un caractère pénal indiquant des infractions potentielles;
- 929 avaient été dirigées vers la plateforme de médiation en ligne PARLe.

2) NOMBRE DE PLAINTES PAR SECTEUR

L'Office ne compile pas le nombre de plaintes rejetées.

A) PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIERS EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS

L'Office ne fait pas la distinction entre ces types de services. Le tableau ci-dessous présente donc les résultats pour la catégorie « Argent », qui comprend les plaintes relatives aux trois catégories demandées.

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
ARGENT	164

B) PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGES »

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
PRÊTEURS SUR GAGES	9

C) PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE D'AUTOMOBILES

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
VENTE/RÉPARATION D' AUTOMOBILES (NEUVES ET D'OCCASION)	5 414

D) PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION D'AUTOMOBILES

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
LOCATION D' AUTOMOBILES (NEUVES ET D'OCCASION)	114

E) PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET AUX GROSSISTES

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
AGENTS DE VOYAGES/GROSSISTES	584

F) PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
INDICATION DES PRIX ET ÉTIQUETAGE	146
INDICATION DES PRIX ET POLITIQUE D' EXACTITUDE DES PRIX	283

G) PLAINTES RELATIVES À LA VENTE DE CARTES PRÉPAYÉES

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
CARTES PRÉPAYÉES	154

H) PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	374

I) PLAINTES RELATIVES AU « TIME-SHARING »

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
PROPRIÉTÉS À TEMPS PARTAGÉ ET SERVICES ANALOGUES	30

J) PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE L'INSPECTION EN BÂTIMENT

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
*LE SYSTÈME DE CODIFICATION DE L'OFFICE NE PERMET PAS D'ISOLER LES PLAINTES RELATIVES À CE SECTEUR.	

K) PLAINTES CONCERNANT HYDRO -QUÉBEC

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
	0

L) PLAINTES RELATIVES AUX ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE	27

M) PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'ESSENCE

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
*LE SYSTÈME DE CODIFICATION DE L'OFFICE NE PERMET PAS D'ISOLER LES PLAINTES RELATIVES À CE SECTEUR.	

N) PLAINTES RELATIVES AUX SERVICES DE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
SERVICES DE TRANSPORT	300

O) PLAINTES RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
ALIMENTS / BOISSONS	197

P) PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 EN DÉCEMBRE 2009

CATÉGORIE	NB DE PLAINTES REÇUES
TÉLÉCOMMUNICATIONS (CONTRATS DE SERVICES FOURNIS À DISTANCE)	633
GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	374
CARTES PRÉPAYÉES	154
OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT DE CONSEILLER EN VOYAGES	16

*LE SYSTÈME DE CODIFICATION DE L'OFFICE NE PERMET PAS D'ISOLER LES PLAINTES RELATIVES AU PRIX TOUT INCLUS.

P.143 EN 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT MENÉ À DES INTERVENTIONS JURIDIQUES, EN DISTINGUANT CELLES QUI ONT ÉTÉ RÉFÉRÉES À LA COUR DES PETITES CRÉANCES OU À UN AVOCAT, ET CELLES DÉFÉRÉES À D'AUTRES TRIBUNAUX, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DES DOSSIERS ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

En matière de surveillance, l'Office reçoit et traite les plaintes en fonction de lignes directrices qui privilégient un traitement global des plaintes au lieu d'une approche individuelle. L'Office priorise donc ses interventions en fonction de certains critères, dont la gravité des infractions commises, le nombre de plaintes recueillies et les antécédents des commerçants visés et concentre son action sur les plaintes à caractère pénal.

Par cette approche, l'Office agit en amont afin d'amener les commerçants à se conformer aux exigences de la loi, au bénéfice d'un grand nombre de consommateurs. Cette approche orientée vers la surveillance de l'application des lois produit davantage d'impact que le traitement individuel des litiges civils qui opposent les consommateurs et les commerçants. À titre indicatif, l'Office a reçu 23 772 plaintes entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018.

En ce qui a trait aux consommateurs, l'Office a conçu à leur intention des outils d'information vulgarisée et faciles d'utilisation (trousses d'information) afin qu'ils prennent en main le règlement de leur litige. Ces trousseaux, qui renferment également un formulaire type de mise en demeure, sont systématiquement fournies aux consommateurs qui portent plainte. L'Office y propose une démarche ordonnée qui favorise, dans un premier temps, la négociation avec le commerçant. Si le problème persiste, l'Office invite le consommateur à faire valoir ses droits en cour. Une liste d'organismes offrant un service de soutien juridique aux consommateurs est annexée à toutes les trousseaux.

LES PLAINTES DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

NATURE DES PLAINTES	NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES
Mésentente avant l'achat liée au prix ou au tarif	173
Mésentente liée au contrat conclu	769
Pratique trompeuse ou déloyale	1 968
Problème de facturation ou de recouvrement de créance	599
Qualité des biens et services	728
Service à la clientèle, absence de livraison ou non-conformité	710
Motif non codifié	113

P.144 EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT ÉTÉ MENÉES PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'OFFICE, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE OU LE PROCUREUR GÉNÉRAL, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER, LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES RÉSULTATS DES POURSUITES.

INTERVENTIONS JURIDIQUES (AVIS D'INFRACTION ET POURSUITES PÉNALES), JUGEMENTS ET AMENDES POUR 2017-2018, PAR SECTEUR (EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018)

SECTEUR	INTERVENTIONS JURIDIQUES	JUGEMENTS	AMENDES
Commerce de détail	11	21	67 158 \$
Communications	4	3	6 860 \$
Enseignement et éducation	2	0	0 \$
Immobilier	9	3	16 950 \$
Recouvrement de créances	2	20	36 084 \$
Services financiers	1	4	4 026 \$
Services funéraires et de sépulture	10	3	13 139 \$
Services liés à la construction, la rénovation et à l'habitation	37	17	41 698 \$
Services liés aux loisirs, sports et divertissements	23	43	160 266 \$
Services professionnels et techniques	1	4	8 410 \$
Transports	0	3	6 408 \$
Vente et services liés aux véhicules et autres moyens de transport	102	24	202 376 \$
Voyage	36	26	189 630 \$
Autres	2	4	15 340 \$

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS JURIDIQUES ENTRE LES POURSUITES PÉNALES ET LES AVIS D'INFRACTION POUR 2017-2018, PAR SECTEUR (EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018)

SECTEUR	POURSUITES PÉNALES	AVIS D'INFRACTION	TOTAL DES INTERVENTIONS JURIDIQUES
Commerce de détail	9	2	11
Communications	2	2	4
Enseignement et éducation	0	2	2
Immobilier	9	0	9
Recouvrement de créances	2	0	2
Services financiers	0	1	1
Services funéraires et de sépulture	7	3	10
Services liés à la construction, la rénovation et à l'habitation	37	0	37
Services liés aux loisirs, sports et divertissements	12	11	23
Services professionnels et techniques	0	1	1
Transports	0	0	0
Vente et services liés aux véhicules et autres moyens de transport	60	42	102
Voyage	25	11	36
Autres	1	1	2

En 2016-2017, l'Office a collaboré avec le Laboratoire de cyberjustice de l'Université de Montréal afin de créer la plateforme PARLe, un nouvel outil de médiation en ligne pour aider les consommateurs à faire valoir leurs droits. Cette plateforme permet aux consommateurs et aux commerçants de résoudre un litige de consommation dans un environnement neutre, privé et sécuritaire.

Concrètement, les consommateurs et les commerçants peuvent :

- négocier afin de trouver une solution à un problème ;
- recourir, au besoin, aux services d'un médiateur externe et accrédité par un ordre professionnel, soit le Barreau du Québec ou la Chambre des notaires du Québec.

Depuis le 7 novembre 2016, 67 commerçants sollicités par l'Office sont actifs sur PARLe. Parmi eux se trouvent des magasins à grande surface, des détaillants de meubles, d'appareils électroniques et d'électroménagers, des commerçants d'automobiles d'occasion ainsi que des entrepreneurs spécialisés en construction et en rénovation.

À la lumière des statistiques recueillies, l'Office observe qu'en date du 28 février 2018, 1 205 dossiers ont été ouverts par des consommateurs au courant de 2017-2018. De ceux-ci, 1 145 étaient fermés et 767 s'étaient soldés par un règlement. 493 de ces dossiers avaient été réglé en négociation tandis que 274 l'avaient été en médiation.

NOMBRE DE MÉDIATIONS ENTREPRISES EN 2017-2018

	NOMBRE DE DOSSIERS	%
Dossiers ouverts	1 205	
Dossiers fermés	1 145	
Négociation	759	66,3%
Entente en négociation	493	43,1%
Sans entente	266	23,2%
Médiation	386	33,7%
Entente en médiation	274	23,9%
Sans entente	112	9,8%
Dossiers en traitement	60	

SECTEUR DES MÉDIATIONS ENTREPRISES

Secteur du commerce de détail : 1 146

Secteur de la vente et des services liés aux véhicules et autres moyens de transport : 40

Secteur des services liés à la construction, la rénovation et à l'habitation : 19

DURÉE MOYENNE PAR SECTEURS

Commerce de détail

- réglé en médiation : 27,8 jours
- réglé en négociation : 13,8 jours

Vente et services liés aux véhicules et autres moyens de transport

- réglé en médiation : 19,25 jours
- réglé en négociation : 18,25 jours

Services liés à la construction, la rénovation et à l'habitation

- réglé en médiation : 11,3 jours
- réglé en négociation : 15,8 jours

P.146 VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'OFFICE ET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, EN SPÉCIFIANT LA CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS; DISTINGUER LES POSTES PERMANENTS DES POSTES OCCASIONNELS.

**EFFECTIFS EN PLACE – VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR RÉGION
(INCLUANT LES OCCASIONNELS)
VENTILATION AU 28 FÉVRIER 2018**

RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOIS					
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU
BUREAUX CENTRAUX						
Québec	2		3	22 (dont 2 occ.)	18 (dont 2 occ.)	4 (dont 3 occ.)
Montréal	1	1	1	14 (dont 1 occ.)	10	0
Trois-Rivières			1	1	2	1
BUREAUX RÉGIONAUX						
Québec			1		6 (dont 1 occ.)	
Montréal			1		18 (dont 7 occ.)	
Gaspé					1	
Gatineau					2	
Rimouski					1	
Rouyn-Noranda					1	
Saguenay					3 (dont 1 occ.)	
Sept-Îles					1	
Sherbrooke				1	2	
Saint-Jérôme					4 (dont 1 occ.)	
Trois-Rivières				2	4 (dont 1 occ.)	

¹ Incluant les juristes

P.147 POUR L'OPC ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, SPÉCIFIER ET DISTINGUER LE TOTAL DES EMPLOYÉS AFFECTÉS :

- A. AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE;
- B. AU TRAITEMENT DES PLAINTES;
- C. À LA MÉDIATION;
- D. AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

EFFECTIFS AFFECTÉS AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE, AU TRAITEMENT DES PLAINTES, À LA MÉDIATION ET AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

BUREAU	ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE (VÉRIFICATIONS, ENQUÊTES JUDICIAIRES) <small>NOTE 1</small>	TRAITEMENT DES PLAINTES ET INSPECTIONS <small>NOTE 2</small>	MÉDIATION	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN <small>NOTE 4</small>
BUREAUX CENTRAUX	25		NOTE 3	12 <small>NOTE 5</small>
BUREAUX RÉGIONAUX	3			
Montréal	18	18		18
Québec	6	6		6
Gaspé	1	1		1
Gatineau	2	2		2
Jonquière	3	3		3
Rimouski	1	1		1
Rouyn-Noranda	1	1		1
Sept-Îles	1	1		1
Sherbrooke	2	2		2
Saint-Jérôme	4	4		4
Trois-Rivières	4	4		4

Les chiffres indiqués au tableau tiennent compte du personnel régulier et occasionnel. Une même personne peut exercer différentes tâches.

NOTE 1

Le nombre d'employés indiqué dans cette section du tableau désigne ceux qui consacrent une part importante de leur tâche à la réalisation d'activités de surveillance, soit :

- 10 enquêteurs au Service des enquêtes;
- 12 personnes à la Direction des permis et de l'indemnisation (contrôle a priori de la loi);
- 3 juristes (les tâches ne sont pas exclusivement liées à la surveillance);
- 3 professionnels à la Direction des services aux consommateurs et de la surveillance administrative;
- 43 agents de protection du consommateur.

NOTE 2

Les 43 agents de protection du consommateur (APC) se consacrent notamment au traitement des plaintes et effectuent également des inspections. À la suite de l'analyse des faits entourant le problème d'un consommateur avec un commerçant, l'APC informe d'abord le consommateur de ses droits et recours et lui transmet, le cas échéant, une trousse d'information pour l'aider à régler son problème.

NOTE 3

En ce qui a trait à la médiation, veuillez-vous reporter à la réponse de la question 145 de l'Opposition officielle.

NOTE 4

Le traitement des demandes de renseignements par les APC consiste, en l'application des lois sous la responsabilité de l'Office, à fournir aux consommateurs l'information relative à leurs droits et recours en se fondant sur l'analyse des situations décrites par les consommateurs dans le cadre d'un problème qu'ils éprouvent avec un commerçant.

NOTE 5

Le personnel de la Direction des permis et de l'indemnisation répond aux demandes de renseignements et de soutien de la clientèle commerçante sur les questions relatives à leur permis ou à leur certificat. Il traite également les demandes d'indemnisation des consommateurs.

ACTIVITÉ DE COMMUNICATION	COÛT
<u>Publicité mandat</u>	
Éditions Protégez-Vous	4 000,00 \$
Campagne Web – Mise en garde sur la vente itinérante	500,00 \$
Campagne Web – Droits et recours lors d'un déménagement	500,00 \$
Campagne Web – Conseils lors de l'achat d'un cellulaire	300,00 \$
<u>Publicité obligatoire</u>	
Publications dans la Gazette officielle (français et anglais) – projets de loi et règlements	7153,50 \$
<u>Commandites</u>	
Éducaloi - Participation à l'événement-bénéfice d'Éducaloi	1 300,00 \$
Fondation Claude-Masse - Entente de visibilité et participation au colloque « Les voies de justice du consommateur »	4 950,00 \$
Option consommateurs- Participation à l'événement-bénéfice d'Option consommateurs	1 000,00 \$
Conseil québécois du commerce de détail - Participation à l'événement eCommerce-Québec	4 999,00 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM) - Entente de visibilité et soutien à l'organisation de l'École d'été en droit de la consommation	4 900,00 \$
<u>Émission de communiqués de presse</u>	
CNW Telbec	3 203,30 \$
<u>Activité de veille médiatique</u>	
Communication DEMO inc.	8 628,53 \$
Influence communications inc.	10 873,41 \$
<u>Participation à des salons ou des expositions</u>	
Salon Visez droit, Montréal, participation à l'événement	250,00 \$
Salon eCommerce-Québec, Montréal, impression du matériel promotionnel	592,11 \$
Congrès de l'Association québécoise des enseignants en univers social (AQEUS), Montréal, participation à l'événement, conception et impression du matériel promotionnel	2 975,00 \$
<u>Entretien, révision et traduction du site Web</u>	
Web Lounge (entretien et mise à jour technologique)	3 493,75 \$
Toumoro (entretien et mise à jour technologique)	26 970,00 \$
Traduction et communication Rothe (traduction)	8 512,98 \$
Ross & Sheehan inc. (traduction)	1 865,52 \$
Société québécoise d'information juridique	11 069,75 \$
<u>Production de dépliants, de publications et autres</u>	
Impression du feuillet Encadrement des commerçants et des recycleurs de véhicules routiers	221,10 \$
Impression de l'affiche sur les 3 types de garanties	629,00 \$
Impression du feuillet sur le paiement en ligne	263,06 \$
Édition du modèle de formulaires accessibles de l'Office et édition et traduction de deux formulaires de réclamation au FICAV	2 251,95 \$
Impression de brochures Les arrangements préalables de services funéraires et l'achat de sépulture	2 147,00 \$

ACTIVITÉ DE COMMUNICATION	Coût
Édition et impression du Rapport annuel de gestion 2016-2017	4 254,60 \$
Impression et traduction de feuillets pour les trousseaux d'information aux consommateurs	4 776,88 \$
<u>Production multimédia</u>	
Production de deux capsules vidéo	24 375,00 \$

Données en date du 28 février 2018.

Les condamnations liées aux poursuites pénales visant une infraction aux lois sous la responsabilité de l'Office, pour l'année 2017-2018, s'élèvent à 768 345 \$ en date du 28 février 2018.

**P.150 LISTE DES ÉTUDES OU DES SONDAGES COMMANDÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017 ET CELUI DE 2017-2018
À LA DEMANDE DU MINISTRE OU DE L'ORGANISME :**

- A. LISTE ET COÛTS;
- B. COPIE DES SOUMISSIONS;
- C. COPIE DES ÉTUDES OU DES SONDAGES.

L'Office a accordé un contrat de 25 000 \$ et moins relativement à un sondage effectué en 2017-2018.

Objet du contrat	Réaliser un sondage auprès des utilisateurs de la plateforme Parle pour évaluer le sentiment d'accès à la justice
Montant total du contrat	9 852 \$

L'Office a accordé un seul contrat de 25 000 \$ et moins relativement à une étude effectuée en 2017-2018.

Objet du contrat	Produire l'inventaire et un état des lieux des législations existantes sur le phénomène de la taxe rose
Montant total du contrat	12 100 \$

L'information relative aux contrats de plus de 25 000 \$ est incluse dans les engagements financiers. Ceux-ci feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Au 28 février 2018, l'Office avait réalisé 2 547 enquêtes au cours de l'année 2017-2018.

NATURE DES ENQUÊTES RÉALISÉES EN 2017-2018

NATURE	NOMBRE
Inspections	2 182
Enquêtes judiciaires	303
Autres enquêtes administratives (vacations à la cour, significations de procédures et demandes de renseignements)	62

Les inspections et les enquêtes judiciaires ont donné lieu à 2 531 recommandations. Une enquête peut donner lieu à plusieurs recommandations. Une enquête administrative ne donne pas lieu à des recommandations.

NOMBRE DE RECOMMANDATIONS DÉCOULANT DES ENQUÊTES RÉALISÉES EN 2017-2018

RECOMMANDATION	NOMBRE
Aucune infraction	965
Ouverture d'une enquête judiciaire à la suite d'une inspection	280
Envoi d'un avis de non-conformité ou d'infraction	639
Rédaction d'une opinion juridique	11
Poursuite pénale	103
Action appropriée ¹	68
Autres actions ²	465

¹ La recommandation « Action appropriée » est suggérée lorsque la situation ne justifie pas une intervention de nature pénale (dans le cadre d'un processus administratif, par exemple de délivrance d'un permis) ou lorsque, à la demande des autres services, une intervention des services juridiques est requise.

² Les enquêtes complétées avec la recommandation « Autres actions » signifient que les commerçants ont régularisé volontairement leur situation à la suite de l'intervention de l'Office en corrigeant les irrégularités constatées, lesquelles étaient souvent mineures. L'intervention de l'Office a suffi pour assurer le respect de la loi sans qu'il ait été nécessaire de mener une autre intervention.

Le 15 novembre 2017, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité le projet de loi 134, Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation (devenue la loi 24).

La loi 24 constitue la première de deux étapes visant à moderniser les règles sur le crédit à la consommation. Cette démarche de modernisation constitue l'objectif de la phase 3 de la modification de la Loi sur la protection du consommateur.

Dans la première étape, la priorité a été accordée à l'adoption d'une cinquantaine de mesures visant à :

- mettre fin à des pratiques contribuant à la détresse financière de consommateurs vulnérables, notamment en encadrant les pratiques des entreprises de règlement de dettes et celles qui offrent du crédit à coût élevé;
- prévenir l'endettement des consommateurs;
- contribuer à une meilleure information des consommateurs;
- actualiser les règles relatives au crédit variable (cartes de crédit, marges de crédit, etc.);
- encadrer les programmes de fidélisation;
- améliorer les dispositions en matière de contrats conclus à distance et les règles en matière de recouvrement de certaines créances.

Les mesures adoptées résultent de consultations effectuées auprès d'une vingtaine d'organisations.

La majorité de ces mesures doivent être précisées ou complétées par des projets de règlement sur lesquels travaille l'Office de la protection du consommateur. Toutefois, certaines mesures de la loi 24 sont entrées en vigueur le 15 novembre 2017, dont :

- la prolongation du délai au cours duquel un consommateur peut annuler un achat effectué par Internet ou par téléphone, notamment lorsqu'il n'a pas été informé qu'il s'agissait d'un abonnement à des produits;
- la possibilité pour le président de l'Office de demander au tribunal une injonction ordonnant à un commerçant, entre autres, de ne plus se livrer à une activité sans être titulaire du permis requis par la loi.

P.1 INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2017-2018 (PRÉVISIONS POUR 2018-2019) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISEZ S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2017-2018
Logiciels	48 682,28 \$
Matériel	25 965,36 \$
Services professionnels :	
▪ interne	0,00 \$
▪ externe	80 883,75 \$
▪ CSPQ	0,00 \$

DÉPENSES AU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET AU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2017-2018, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET MEMBRES DE L'OFFICE

- Ariane Charbonneau
- Pierre Couture
- Ginette Galarneau
- Jocelyne Lévesque
- Gabriele Roehl
- Geneviève Saumier
- Marjorie Théberge
- Laurier Thibault
- Audrey Villeneuve

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

Aucun membre de l'Office n'a vu son mandat être renouvelé en 2017-2018.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

Les membres de l'Office demeurent en poste tant qu'ils n'ont pas été renouvelés. Ils ne sont pas rémunérés.

Les curriculum vitae constituent des documents protégés par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Les curriculum vitae des membres de l'Office ne peuvent donc pas être diffusés.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
Ariane Charbonneau	Directrice générale d'Éducaloi	207,14 \$	191,50 \$	
Pierre Couture	Président de l'agence de promotion et de gestion PCDV inc.	503,96 \$	191,50 \$	
Christian Fortin	Conseiller en sécurité financière à Desjardins Sécurité financière	759,49 \$	191,50 \$	
Ginette Galarneau	Présidente de l'Office de la protection du consommateur		191,50 \$	
Jocelyne Lévesque	Responsable de la formation pratique au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation de l'Université Laval	449,33 \$	191,50 \$	

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2017-2018, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

Gabriele Roehl	Conseillère budgétaire à l'Association coopérative d'économie familiale du Sud-Ouest de Montréal	448,41 \$	191,50 \$	
Geneviève Saumier	Professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université McGill		191,50 \$	
Marjorie Théberge	Vice-présidente de l'Office de la protection du consommateur		191,50 \$	
Laurier Thibault	Président de Thibault International inc.	871,15 \$	191,50 \$	
Audrey Villeneuve	Directrice du Centre de justice de proximité de Québec		191,50 \$	

Données en date du 28 février 2018

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.

L'Office n'avait pas de projet informatique pour l'année financière 2017-2018.

P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS EN 2017-2018, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2017-2018;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité consultatif des agents de voyages	Conseiller la ministre responsable de l'application de la Loi sur les agents de voyages sur toute matière relative aux activités des agents de voyages et lui donner son avis sur toute question que la ministre lui soumet relativement aux activités des agents de voyages.	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Sylvie De Bellefeuille, Option consommateurs</p> <p>Monsieur Bernard Bussièrès, Association des tours opérateurs du Québec</p> <p>Monsieur Jean Collette, Association des agents de voyages du Québec</p> <p>Monsieur Marc Croteau, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire</p> <p>Madame Ginette Galarnéau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Laurence Marget, Groupe de recherche en animation et planification économique de Québec (GRAPE)</p> <p>Madame Manon Martel, Association canadienne des agences de voyages (ACTA Québec)</p> <p>Monsieur Claude St-Pierre, Association des tours opérateurs du Québec</p>	Aucun montant n'a été dépensé pour ce comité en 2017-2018.	4	<p>Partage d'information sur des dossiers en cours, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modifications législatives et réglementaires à apporter dans le secteur du voyage; • la situation du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages (FICAV); • les indemnisations découlant des ouragans Irma et Maria de septembre 2017; • la stratégie de la nouvelle campagne de promotion du FICAV, ainsi que les résultats d'un sondage sur la notoriété du FICAV ayant servi à préparer cette campagne; • la planification stratégique 2019-2024 de l'Office; • l'outil Gestion du permis en ligne destiné notamment aux agents de voyages; • les plaintes reçues dans le secteur du voyage.

P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS EN 2017-2018, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

F. LE MANDAT;

G. LES MEMBRES;

H. LE BUDGET;

I. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2017-2018;

J. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	RÉSULTATS ATTEINTS
Conseil consultatif des consommateurs	Permettre à l'Office de consulter ses partenaires sur des questions liées à l'exercice des mandats de l'Office et favoriser l'échange et la discussion sur des sujets liés à la protection des consommateurs.	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Nathalie Champagne, Centre d'intervention budgétaire et sociale (CIBES) de la Mauricie</p> <p>Monsieur Denis Falardeau, ACEF de Québec</p> <p>Monsieur Gary Frost, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Ginette Galarneau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Yannick Labelle, Union des consommateurs</p> <p>Monsieur Pierre-Claude Lafond, Université de Montréal (expert en droit de la consommation)</p> <p>Madame Karine Robillard, Option consommateurs</p> <p>Madame Sonia St-Pierre, ACEF du Grand-Portage</p> <p>Madame Marjorie Théberge, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Marie-Édith Trudel, ACEF Rive-Sud de Montréal</p> <p>Monsieur Said Zouiten, Université du Québec à Trois-Rivières</p>	<p>Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation forfaitaire de 250 \$ est versée, pour la préparation et la participation à la réunion, ainsi que pour les frais de déplacement encourus.</p> <p>En 2017-2018, 750 \$ ont été versés en allocations forfaitaires.</p>	2	<p>Partage d'information sur les dossiers en cours, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> le projet de loi sur le crédit à la consommation et les projets de règlement en découlant; la planification stratégique 2019-2024 de l'Office; les mesures qui pourraient faire partie d'un projet de loi omnibus en matière de protection du consommateur.

P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS EN 2017-2018, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2017-2018;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité consultatif sur le commerce de détail	<p>Permettre à l'Office de mieux connaître les préoccupations et les positions des commerçants sur les sujets liés à la protection des consommateurs</p> <p>Favoriser l'échange et la discussion entre l'Office, les associations de consommateurs et les associations de commerçants</p> <p>Favoriser la collaboration et la recherche de solutions aux problématiques de consommation et d'application des lois sur la protection du consommateur.</p>	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Monsieur Jean-Luc Benoît Conseil canadien du commerce de détail</p> <p>Monsieur Gary Frost, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Ginette Galarnau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Yannick Labelle, Union des consommateurs</p> <p>Monsieur Bruno Leblanc, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</p> <p>Madame Françoise Pâquet, Conseil québécois du commerce de détail</p> <p>Madame Caroline Soulard, Coalition des associations de consommateurs du Québec</p> <p>Madame Élise Thériault Option consommateurs</p>	<p>Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation forfaitaire de 250 \$ est versée, pour la préparation et la participation à la réunion, ainsi que pour les frais de déplacement encourus.</p> <p>En 2017-2018, 750 \$ ont été versés en allocations forfaitaires.</p>	2	<p>Partage d'information sur les dossiers en cours, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le projet de loi sur le crédit à la consommation et les projets de règlement en découlant; • la planification stratégique 2019-2024 de l'Office; • les projets de règlement ayant modifié la tarification des permis délivrés par l'Office, ainsi que les règles dans le secteur du commerce itinérant; • le projet de médiation en ligne mené en collaboration avec le Laboratoire de cyberjustice de l'université de Montréal.

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

P.38 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2017-2018 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :


- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2018-2019 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

NOM DU PROFESSIONNEL	NOM DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ	VILLE	MANDAT	TAUX	MONTANT DES HONORAIRES
Caza, Marco-Pierre	N/A	Sherbrooke	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 640,00 \$
Cusson, Claudine	Centre de médiation St-Hubert inc.	St-Hubert	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 705,00 \$
Chabot, Jean-François	Chabot, prévention et résolution des conflits inc.	La Prairie	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 100,00 \$
Couturier, David	Dunton, Rainville S.E.N.C.R.L.	Joliette	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	530,00 \$
De Cardillac, Françoise	N/A	Ville de l'île Perrot	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	4 515,00 \$
Gagnon, Marie	N/A	Lac Beauport	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 065,00 \$
Gilbert, Christian	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 210,00 \$
Hallé, Annie	N/A	Gatineau	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	4 225,00 \$
Imbeault, Nathalie	N/A	Québec	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	145,00 \$
Laneville, Yves	N/A	Blainville	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 475,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL	NOM DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ	VILLE	MANDAT	TAUX	MONTANT DES HONORAIRES
Martin, Suzanne	N/A	St-Jérôme	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 105,00 \$
Messier, Maryse	N/A	Verdun	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 905,00 \$
Michaud, Réjean	N/A	Terrebonne	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 000,00 \$
Morin, Yannick	N/A	St-Hyacinthe	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 515,00 \$
N'Kaa Bibi Batera, Clarisse	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 140,00 \$
Pinard, Brigitte	N/A	Granby	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 340,00 \$
Postras, Richard	N/A	La Baie	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	4 100,00 \$
Sauvé, Alain	N/A	Laval	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	145,00 \$
Sciascia, Antonio	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 870,00 \$
Sonnenschein, Solomon	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 065,00 \$
Tremblay, Josée	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 355,00 \$
Turgeon, Alain	N/A	St-Eustache	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 470,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL	VILLE	MANDAT	TAUX	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
BOUCHARD, MICHEL	Québec	Procéder à l'analyse du traitement des dossiers en matière pénale de l'Office. À cette fin, prendre connaissance du processus de traitement des dossiers et formuler des recommandations afin d'optimiser l'efficacité de ces dossiers.	100,00 \$	19 300,00 \$	31 MARS 2018

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018



Réponses aux
questions
particulières de la
deuxième opposition

P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2017-2018 INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET MEMBRES DE L'OFFICE

- Ariane Charbonneau
- Pierre Couture
- Ginette Galarneau
- Jocelyne Lévesque
- Gabriele Roehl
- Geneviève Saumier
- Marjorie Théberge
- Laurier Thibault
- Audrey Villeneuve

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

Aucun membre de l'Office n'a vu son mandat être renouvelé en 2017-2018.

Les membres de l'Office demeurent en poste tant qu'ils n'ont pas été renouvelés. Ils ne sont pas rémunérés.

Les curriculum vitae constituent des documents protégés par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Les curriculum vitae des membres du conseil d'administration de l'Office ne peuvent donc pas être diffusés.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
Ariane Charbonneau	Directrice générale d'Éducaloi	207,14 \$	191,50 \$	
Pierre Couture	Président de l'agence de promotion et de gestion PCDV inc.	503,96 \$	191,50 \$	
Christian Fortin	Conseiller en sécurité financière à Desjardins Sécurité financière	759,49 \$	191,50 \$	
Ginette Galarneau	Présidente de l'Office de la protection du consommateur		191,50 \$	
Jocelyne Lévesque	Responsable de la formation pratique au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation de l'Université Laval	449,33 \$	449,33 \$	
Gabriele Roehl	Conseillère budgétaire à l'Association coopérative d'économie familiale du Sud-Ouest de Montréal	448,41 \$	191,50 \$	
Geneviève Saumier	Professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université McGill		191,50 \$	
Marjorie Théberge	Vice-présidente de l'Office de la protection du consommateur		191,50 \$	
Laurier Thibault	Président de Thibault International inc.	871,15 \$	191,50 \$	
Audrey Villeneuve	Directrice du Centre de justice de proximité de Québec		191,50 \$	

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Lieu	Coût	Date	Participants	Fournisseur	Titre
Montréal	- \$	2017-04-05	1	Formateur interne	Laserfiche
Montréal	- \$	2017-04-12	1	Fondation Claude Masse	Conférence Claude Massé
Québec	- \$	2017-04-19	1	École nationale d'administration publique	Programme apprentissage professionnel - Chef d'équipe
Québec	5 200,00 \$	2017-05-01	2	École nationale d'administration publique	Évaluation du potentiel de gestion
Montréal Québec	4 528,61 \$	2017-05-01	5	Université Laval TÉLUQ	Frais de scolarité (Programme d'études collégiales ou universitaires)
Montréal	- \$	2017-05-01	1	École nationale d'administration publique	Programme gouv. d'apprentissage du gestionnaire leader de la FP
Québec	850,00 \$	2017-05-03	1	Richard Thibault Communications	Relations avec les médias
Longueuil	1 875,00 \$	2017-05-10	1	Université de Sherbrooke	Médiation civile et commerciale
Québec	- \$	2017-05-12	1	Secrétariat aux emplois supérieurs	Politique et processus budgétaires : éléments clés de l'action gouvernementale
Québec	- \$	2017-05-17	1	Ministère de la Justice	Modernisation de la justice - Volet technologique
Québec	- \$	2017-05-26	1	Secrétariat aux emplois supérieurs	La fonction communication : approche stratégique et gestion des différents médias
Québec	- \$	2017-06-01	1	Secrétariat aux emplois supérieurs	L'acceptabilité sociale dans les projets publics : réflexion et pistes d'action
Montréal	156,54 \$	2017-06-06	3	Barreau de Montréal	Le stress : Ou comment chasser le mammoth sans y laisser sa peau
Québec	250,00 \$	2017-06-12	1	Commission scolaire de la Capitale	Préparation à la retraite

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Lieu	Coût	Date	Participants	Fournisseur	Titre
Québec	1 999,00 \$	2017-07-06	1	Ordre des comptables management accrédités du Québec	Passeport Multi-usagers 2017-2018
Ottawa	- \$	2017-09-19	1		Conférence Consommateurs 150
Montréal	389,99 \$	2017-09-19	1	Groupe MP-Plus	Négociation efficace
Québec Montréal	4 450,00 \$	2017-09-11 2017-11-02	2	École nationale d'administration publique	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire - Leader de la FP
Québec Montréal	5 500,16 \$	2017-09-21 2017-10-04	16 22	Académie de formation informatique (AFI)	Formation réseau Québec et Montréal
Québec Montréal	3 737,51 \$	2017-09-22 2017-10-03	111	École nationale d'administration publique	Conférence sur l'éthique
Québec	350,00 \$	2017-10-03	1	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Viser une présence et une performance optimales au travail
Montréal	119,00 \$	2017-10-17	1	Barreau de Montréal	Table ronde sur la justice participative
Québec	295,00 \$	2017-10-25	1	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Gestion de la diversité culturelle
Montréal	48,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Comment procéder devant le TAQ : section des affaires
Montréal	117,42 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Comprendre les états financiers d'une entreprise : un complément nécessaire à sa pratique
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Droit pénal : Détermination de la peine
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Droit public et administratif : Droits et libertés fondamentaux
Québec	143,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Droits et médias : Faire face au tribunal de l'opinion publique
Montréal	109,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Faillite et insolvabilité

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Lieu	Coût	Date	Participants	Fournisseur	Titre
Québec	143,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Justice pour tous : Rendre la justice accessible
Montréal	55,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	La preuve civile : les qualités et les exigences de la preuve civile et l'écrit comme moyen de preuve
Québec	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Le nouveau code de procédure civile : Administration de la preuve
Montréal	47,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Le nouveau code de procédure civile : La procédure contentieuse
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Le nouveau code de procédure civile : Les pouvoirs
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Le nouveau code de procédure civile : l'exécution des jugements
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Le nouveau code de procédure civile : Pour une nouvelle culture
Montréal	39,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Les premiers pas de la procédure technologique : regard techno sur le nouveau code de procédure civile
Montréal	117,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	L'interprétation des contrats
Montréal	81,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Loi anti-pourriel : Exposé sur une loi nouvelle
Montréal	585,00 \$	2017-11-01	1	Centre de services partagés du Québec	Méthode en cyber-enquête
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Obligations : la vente
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Obligations : le contrat et l'exécution de l'obligation
Montréal	30,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Obligations : le louage
Montréal	39,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Obligations : le prêt et le cautionnement

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Lieu	Coût	Date	Participants	Fournisseur	Titre
Montréal	39,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Obligations : les modalités, la transmission et l'extinction
Montréal	81,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Passer de l'affrontement à la collaboration
Montréal	64,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Principes de base en insolvabilité
Montréal	39,00 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Regard changeant : le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux
Montréal	48,50 \$	2017-11-01	1	Barreau du Québec	Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique
Québec	- \$	2017-11-07	1	Centre de services partagés du Québec	SADE
Montréal	1 250,00 \$	2017-11-09	6	Fondation Claude Masse	Les voies de justice du consommateur
Québec	800,00 \$	2017-11-13	2	Réseau action TI	JIQ L'Évènement AFFAIRES & TI
Montréal	- \$	2017-11-21	1	Fondation Claude Masse	Les hypothèques parapluie ou l'art de la créativité chez les prêteurs
Québec Montréal Trois-Rivières Sherbrooke	- \$	2018-01-08	17	Formateurs interne	Entraînement à la tâche (20 APC + 1 professionnel)
Montréal	- \$	2018-01-24	1	Fondation Claude Masse	La construction du droit de la consommation par les entreprises
Rimouski	- \$	2018-02-19	1	Formateur interne	Traitement des dossiers

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

P.3 SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 (ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2017-2018
Logiciels	48 682,28 \$
Matériel	25 965,36 \$
Services professionnels	
▪ interne	0,00 \$
▪ externe	80 883,75 \$
▪ CSPQ	0,00 \$

DÉPENSES AU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET AU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

P.4 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. SON MANDAT;
- B. LA LISTE DES MEMBRES;
- C. LE BUDGET DÉPENSÉ;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;
- E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité consultatif des agents de voyages	Conseiller la ministre responsable de l'application de la Loi sur les agents de voyages sur toute matière relative aux activités des agents de voyages et lui donner son avis sur toute question que la ministre lui soumet relativement aux activités des agents de voyages.	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Sylvie De Bellefeuille, Option consommateurs</p> <p>Monsieur Bernard Bussières, Association des tours opérateurs du Québec</p> <p>Monsieur Jean Collette, Association des agents de voyages du Québec</p> <p>Monsieur Marc Croteau, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire</p> <p>Madame Ginette Galarnau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Laurence Marget, Groupe de recherche en animation et planification économique de Québec (GRAPE)</p> <p>Madame Manon Martel, Association canadienne des agences de voyages (ACTA Québec)</p> <p>Monsieur Claude St-Pierre, Association des tours opérateurs du Québec</p>	Aucun montant n'a été dépensé pour ce comité en 2017-2018.	<p>Partage d'information sur des dossiers en cours, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modifications législatives et réglementaires à apporter dans le secteur du voyage; • la situation du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages (FICAV); • les indemnités découlant des ouragans Irma et Maria de septembre 2017; • la stratégie de la nouvelle campagne de promotion du FICAV qui a débuté à l'automne 2017, ainsi que les résultats d'un sondage sur la notoriété du FICAV ayant servi à préparer cette campagne; • la planification stratégique 2019-2024 de l'Office; • l'outil Gestion du permis en ligne destiné notamment aux agents de voyages; • les plaintes reçues dans le secteur du voyage.

P.4 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. SON MANDAT;
- B. LA LISTE DES MEMBRES;
- C. LE BUDGET DÉPENSÉ;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;
- E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
Conseil consultatif des consommateurs	Permettre à l'Office de consulter ses partenaires sur des questions liées à l'exercice des mandats de l'Office et favoriser l'échange et la discussion sur des sujets liés à la protection des consommateurs.	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Nathalie Champagne, Centre d'intervention budgétaire et sociale (CIBES) de la Mauricie</p> <p>Monsieur Denis Falardeau, ACEF de Québec</p> <p>Monsieur Gary Frost, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Ginette Galarnau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Yannick Labelle, Union des consommateurs</p> <p>Monsieur Pierre-Claude Lafond, Université de Montréal (expert en droit de la consommation)</p> <p>Madame Karine Robillard, Option consommateurs</p> <p>Madame Sonia St-Pierre, ACEF du Grand-Portage</p> <p>Madame Marjorie Théberge, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Marie-Édith Trudel, ACEF Rive-Sud de Montréal</p> <p>Monsieur Said Zouiten, Université du Québec à Trois-Rivières</p>	<p>Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation forfaitaire de 250 \$ est versée, pour la préparation et la participation à la réunion, ainsi que pour les frais de déplacement encourus.</p> <p>En 2017-2018, 750 \$ ont été versés en allocations forfaitaires.</p>	<p>Partage d'information sur les dossiers en cours, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le projet de loi sur le crédit à la consommation et les projets de règlement en découlant; • la planification stratégique 2019-2024 de l'Office; • les mesures qui pourraient faire partie d'un projet de loi omnibus en matière de protection du consommateur.

P.4 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. SON MANDAT;
- B. LA LISTE DES MEMBRES;
- C. LE BUDGET DÉPENSÉ;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;
- E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
Comité consultatif sur le commerce de détail	<p>Permettre à l'Office de mieux connaître les préoccupations et les positions des commerçants sur les sujets liés à la protection des consommateurs</p> <p>Favoriser l'échange et la discussion entre l'Office, les associations de consommateurs et les associations de commerçants</p> <p>Favoriser la collaboration et la recherche de solutions aux problématiques de consommation et d'application des lois sur la protection du consommateur.</p>	<p>Monsieur André Allard, Office de la protection du consommateur</p> <p>Monsieur Jean-Luc Benoît Conseil canadien du commerce de détail</p> <p>Monsieur Gary Frost, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Ginette Galameau, Office de la protection du consommateur</p> <p>Madame Yannick Labelle, Union des consommateurs</p> <p>Monsieur Bruno Leblanc, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</p> <p>Madame Françoise Pâquet, Conseil québécois du commerce de détail</p> <p>Madame Caroline Soulard, Coalition des associations de consommateurs du Québec</p> <p>Madame Élise Thériault Option consommateurs</p>	<p>Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation forfaitaire de 250 \$ est versée, pour la préparation et la participation à la réunion, ainsi que pour les frais de déplacement encourus.</p> <p>En 2017-2018, 750 \$ ont été versés en allocations forfaitaires.</p>	<p>Partage d'information sur les dossiers en cours, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le projet de loi sur le crédit à la consommation et les projets de règlement en découlant; • la planification stratégique 2019-2024 de l'Office; • les projets de règlement ayant modifié la tarification des permis délivrés par l'Office, ainsi que les règles dans le secteur du commerce itinérant; • le projet de médiation en ligne mené en collaboration avec le Laboratoire de cyberjustice de l'université de Montréal.

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

SECTEUR	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
Présidence	1	7	14 %
Affaires publiques, institutionnelles et organisationnelles	2	27	7 %
Affaires juridiques	1	29	3 %
Services aux consommateurs et à la surveillance administrative	15	66	23 %

SECTEUR	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
Présidence	-	1	-
Affaires publiques, institutionnelles et organisationnelles	1	2	33 %
Affaires juridiques	-	1	-
Services aux consommateurs et à la surveillance administrative	3	15	17 %

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018

P.6 COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D'OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018. FOURNIR L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJET.

FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

L'Office a accordé un contrat de 25 000 \$ et moins relativement à un sondage effectué en 2017-2018.

Objet du contrat	Réaliser un sondage auprès des utilisateurs de la plateforme Parle pour évaluer le sentiment d'accès à la justice
Nom du prestataire de services	Cible recherche
Montant total du contrat	9 852 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers. Ceux-ci feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

P.8 NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.

Les avis juridiques sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

P.9 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2017-2018. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
Paul Raymond Côté Contrat : 3 000 \$	Traduction de feuillets pour les trousseaux d'information : <ul style="list-style-type: none"> • Contrats à exécution successive de services fournis à distance – Durée déterminée et Durée indéterminée • Vente itinérante et Centres d'entraînement et de contrôle du poids (mises à jour seulement) 	578,00 \$ 25,50 \$
	Traduction de communiqués	327,15 \$
	Traduction de réponses au sondage du Consumer Services de l'Alberta (Cross Jurisdictional)	75,00 \$
	Traduction d'une lettre et d'un modèle de courriel	72,25 \$
	Traduction d'un formulaire de réclamation	177,75 \$
	Traduction d'un avis de recours destiné aux conseillers en voyages	36,75 \$
	Traduction de 4 lettres visant à annoncer des modifications aux tarifs de permis délivrés par l'Office	989,75 \$
Ross & Sheehan inc. Contrat : 5 000 \$	Traduction de la liste Organismes de soutien juridique aux consommateurs et du bordereau de retour des documents	70,00 \$
	Traduction d'une lettre aux compagnies de caution	106,48 \$
	Traduction de contenus pour le site Web	1 865,52 \$
Suzanne Rothe (Traduction et communication Rothe) Contrat : 10 000 \$	Traduction de 51 activités pédagogiques de la Zone enseignants du site Web	8 512,98 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

P.10 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2017-2018.

MANDATS DONNÉS À LA SIQ

DATE DE RÉALISATION	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2017-08-01	1	Aménagement d'un bureau fermé afin d'accueillir un nouvel avocat Bureau régional Montréal – Laval – Montérégie	8 568,78 \$
2017-11-01	1	Aménagement de 4 nouveaux bureaux fermés pour avocat, cadres et conseillers en ressources humaines Siège social de Québec	25 496,13 \$
2018-01-01	1	Aménagement d'un nouveau bureau fermé Bureau régional – Mauricie – Centre-du-Québec	17 472,67 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2017-2018 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
 - B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
 - C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
 - D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.
-

L'Office de la protection du consommateur n'a pas réalisé de concours ou de tirage en 2017-2018.

P.12 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2017-2018 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛT DE LA CAMPAGNE (\$)	NOM DE LA FIRME	DATE DE DIFFUSION	OBJECTIFS
Campagne sur la vente itinérante	500,00 \$	Réalisation à l'interne	Juin 2017	Mettre en garde les consommateurs avant de faire affaire avec un vendeur itinérant
Campagne sur les droits et recours lors d'un déménagement	500,00 \$	Réalisation à l'interne	Juin 2017	Faire connaître aux consommateurs leurs droits et recours lors d'un déménagement
Campagne sur les conseils lors de l'achat d'un cellulaire	300,00 \$	Réalisation à l'interne	Février 2018	Sensibiliser les jeunes aux différentes précautions à prendre lors de l'achat d'un cellulaire

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2017-2018 :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

PROGRAMME : Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat

MONTANT GLOBAL : 100 120,00 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : Office de la protection du consommateur

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
« J'AI LES MOYENS DE DÉCIDER ! » : Ateliers, publications Web et infolettres visant à prévenir des situations de maltraitance, économique vécues par les femmes.	ACEF des Basses-Laurentides	5 000,00 \$
« FORMATION INTERACTIVE "LES BASES DE LA CONSULTATION BUDGÉTAIRE" » : Formation interactive uniforme et à jour pour les travailleurs, stagiaires et bénévoles en consultation budgétaire.	CACQ (Coalition des associations de consommateurs du Québec)	7 000,00 \$
« PRÉVENTION EN FINANCES PERSONNELLES » : Activités et outils de sensibilisation à l'importance de saines habitudes financières à titre préventif.	ACEF Lévis-Lauzon (Rive-Sud de Québec)	4 500,00 \$
« LES PRIX DU CŒUR DE LA PUBLICITÉ, 15 ^E ÉDITION » : Sensibilisation des consommateurs, notamment les jeunes, au phénomène de la publicité et développement de leur sens critique face à celle-ci.	ACEF Lévis-Lauzon (Rive-Sud de Québec)	7 000,00 \$
« ATELIER D'ÉDUCATION AU SUJET DE L'ACHAT D'UNE AUTOMOBILE » : Ateliers d'information concernant l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion.	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	4 550,00 \$
« ATELIERS D'INFORMATION SUR LES DROITS DES CONSOMMATEURS POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS » : Ateliers permettant aux personnes réfugiées et immigrantes de connaître leurs droits, leurs obligations et les ressources disponibles dans le domaine de la consommation au Québec.	ACEF de Lanaudière	6 000,00 \$

P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2017-2018 :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
« CAPSULE VIDÉO SUR LA RÉTROFACTURATION » : Capsule vidéo permettant aux consommateurs de mieux comprendre la rétrofacturation.	Option Consommateurs	7 500,00 \$
« L'ENDETTEMENT DES AÎNÉS, PARLONS-EN! » : Tables rondes avec des partenaires du milieu intervenant auprès d'aînés afin de les sensibiliser aux difficultés financières que peuvent vivre les bénéficiaires de leurs services.	Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie	6 520,00 \$
« CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À L'ENDETTEMENT ET AUX ALTERNATIVES AU CRÉDIT "DES COMMUNAUTÉS PLUS FUTÉES QUE LE CRÉDIT" (AN 2) » : Campagne de sensibilisation à l'attention des jeunes adultes concernant les méfaits de l'endettement et l'utilisation du crédit.	CACQ	20 000,00 \$
« PRÉ-ADOS: CONSOMMATEURS AVERTIS » : Ateliers pour enfants de 9 à 12 ans pour les sensibiliser et les informer en matière de consommation.	ACEF Estrie	10 050,00 \$
« RECOURS EN CAS DE PROBLÈME AVEC LES SERVICES DE COMMUNICATIONS » : Mise à jour d'un dépliant de 2010 concernant les services de communications.	Union des consommateurs	5 000,00 \$
« SOLUTION + "BUDGET EN LIGNE" » : Optimisation de l'application et du site Budget en ligne de l'ACEF.	ACEF du Grand-Portage	9 000,00 \$
« DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DE FORMATIONS SUR LA PROTECTION DES DROITS DES CONSOMMATEURS EN MATIÈRE DE RÉNOVATIONS » : Développement et promotion de formations sur la protection des droits des consommateurs en matière de rénovation	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	8 000,00 \$

PROJETS REJETÉS	DEMANDEUR
Réimpression du guide À vos papiers !	ACEF de l'Est de Montréal
Internet: un obstacle à la consommation pour nos aînés	Centre de recherche et information en consommation de Port - Cartier
Dossier de crédit: mieux le comprendre pour mieux se protéger	ACEF du Nord de Montréal
Joindre les aînés à domicile pour les informer et les soutenir adéquatement	Option Consommateurs

P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2017-2018 :

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE, EN 2017-2018 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.
- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DU CABINET DU MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

Les employés du Service des communications et de l'éducation sont au nombre de 8. Il s'agit de M^{me} Julie Bilodeau, M^{me} Marie-Claude Carmichael, M^{me} Julie Couture, M^{me} Marie-Pier Duplessis, M^{me} Amélie Michaud, M. Martin Murphy, M^{me} Caroline Nappert et M. Charles Tanguay.

B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

Les dépenses en communications pour l'année financière 2017-2018 s'élèvent à 159 372,49 \$.

C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES ;

Le Service des communications et de l'éducation de l'Office de la protection du consommateur n'a participé à aucune rencontre avec d'autres instances ou organismes publics.

D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

Une revue de presse quotidienne est fournie par une entreprise spécialisée; l'Office est membre de l'achat regroupé « Revue de presse écrite » du Centre de services partagés.

NOM DE L'ENTREPRISE	COÛT
Communication DEMO inc.	8 628,53 \$
Influence communications inc.	10 873,41 \$

Pour la diffusion de ses communiqués, l'Office utilise les services de CNW Telbec. Pour l'année financière 2017-2018, la dépense s'élève à 3 203,30 \$.

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

P.16 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2017-2018, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

L'Office de la protection du consommateur perçoit des revenus de permis et des amendes découlant d'infractions aux lois et règlements sous sa responsabilité.

En ce qui a trait aux revenus de permis, ils sont constatés au moment du paiement. En effet, un permis ne peut être délivré s'il n'est pas payé. Pour cette raison, il n'y a pas de « créance à recevoir (et à recouvrer) » pour les permis.

Quant aux amendes imposées par les tribunaux à la suite du dépôt de poursuites de nature pénales, seule une partie de celles-ci sont perçues par l'Office et sont ensuite transmises au ministre des Finances.

Lorsque le défendeur a plaidé coupable aux infractions reprochées avant que le dossier soit transmis au palais de justice du district concerné, l'Office percevra le montant des amendes. À défaut d'avoir reçu un tel plaidoyer ou lorsque le défendeur fait défaut de répondre aux accusations (il est alors réputé avoir plaidé non-coupable), le greffe pénal transmet directement aux greffes des palais de justice concernés le dossier judiciaire afin qu'il soit traité par les tribunaux (le DPCP prend alors en charge le dossier). À partir de ce moment, l'Office n'est plus responsable de la gestion du dossier, y compris les amendes qui peuvent en découler. Le Bureau de la perception des amendes devient automatiquement le seul responsable de la gestion des amendes en provenance des dossiers de l'Office.

Enfin, dans les rares cas où un commerçant omet de payer l'amende à l'Office malgré son plaidoyer de culpabilité, le dossier est transmis au palais de justice concerné par l'Office pour le traitement du dossier. Encore une fois, à partir de ce stade, l'Office perd la responsabilité du dossier et de la perception des amendes qui en découlent.

P.23 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

L'Office n'avait pas de projet informatique pour l'année financière 2017-2018.

P.25 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENTS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIFS RELIGIEUX, ETC.).

Aucun accommodement n'a été accordé ou refusé aux employés de l'Office de la protection du consommateur durant l'exercice financier 2017-2018.

P.71 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2018-2019 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

NOM DU PROFESSIONNEL	NOM DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ	VILLE	MANDAT	TAUX	MONTANT DES HONORAIRES
Caza, Marco-Pierre	N/A	Sherbrooke	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 640,00 \$
Cusson, Claudine	Centre de médiation St-Hubert inc.	St-Hubert	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 705,00 \$
Chabot, Jean-François	Chabot, prévention et résolution des conflits inc.	La Prairie	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 100,00 \$
Couturier, David	Dunton, Rainville S.E.N.C.R.L.	Joliette	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	530,00 \$
De Cardillac, Françoise	N/A	Ville de l'île Perrot	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	4 515,00 \$
Gagnon, Marie	N/A	Lac Beauport	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 065,00 \$
Gilbert, Christian	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 210,00 \$
Hallé, Annie	N/A	Gatineau	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	4 225,00 \$
Imbeault, Nathalie	N/A	Québec	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	145,00 \$
Laneville, Yves	N/A	Blainville	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 475,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL	NOM DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ	VILLE	MANDAT	TAUX	MONTANT DES HONORAIRES
Martin, Suzanne,	N/A	St-Jérôme	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 105,00 \$
Messier, Maryse	N/A	Verdun	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 905,00 \$
Michaud, Réjean,	N/A	Terrebonne	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 000,00 \$
Morin, Yannick	N/A	St-Hyacinthe	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 515,00 \$
N'Kaa Bibi Batera, Clarisse	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 140,00 \$
Pinard, Brigitte	N/A	Granby	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 340,00 \$
Postras, Richard	N/A	La Baie	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	4 100,00 \$
Sauvé, Alain	N/A	Laval	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	145,00 \$
Sciascia, Antonio	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	2 870,00 \$
Sonnenschein, Solomon	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 065,00 \$
Tremblay, Josée	N/A	Montréal	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	3 355,00 \$
Turgeon, Alain	N/A	St-Eustache	Fournir des services de médiation en ligne	Succès médiation : 145\$ Échec médiation : 120\$	1 470,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL	VILLE	MANDAT	TAUX	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
BOUCHARD, MICHEL	Québec	Procéder à l'analyse du traitement des dossiers en matière pénale de l'Office. À cette fin, prendre connaissance du processus de traitement des dossiers et formuler des recommandations afin d'optimiser l'efficacité de ces dossiers.	100,00 \$	19 300,00 \$	31 MARS 2018

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018

P.72 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.

En date du 28 février 2018, l'Office de la protection du consommateur n'a accordé aucun mandat à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, de consultations, d'assistance ou de rédaction concernant la législation pour l'année 2017-2018.

P.73 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

Au 28 février 2018, l'Office de la protection du consommateur a accordé un mandat, pour l'exercice financier 2017-2018, à des avocats, des notaires ou des légistes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
BOUCHARD, MICHEL	100,00 \$	Procéder à l'analyse du traitement des dossiers en matière pénale de l'Office. À cette fin, prendre connaissance du processus de traitement des dossiers et formuler des recommandations afin d'optimiser l'efficacité de ces dossiers.	19 300,00 \$	31 MARS 2018

OBJET DU CONTRAT :

Aux fins de l'exécution de son mandat, Me Bouchard doit prendre connaissance du processus de traitement des dossiers de nature pénale :

- de la préparation des enquêtes et des rapports à la suite des enquêtes;
- de la préparation et du traitement des constats d'infraction;
- de la gestion de ces dossiers par le greffe de l'Office.

Le montant maximal du contrat a été fixé à 20 000 \$. Celui-ci s'échelonne du 1^{er} mars 2017 au 31 mars 2018.

